



Agréé Association Nationale de la Jeunesse et d'Éducation Populaire  
9 rue Dulcie September – 93400 Saint-Ouen  
Tél. 01 40 12 09 12 – Courriel : national@mvtpaix.org  
www.mvtpaix.org

## **APPEL DU CONSEIL NATIONAL DU MOUVEMENT DE LA PAIX AUX COMITÉS DE PAIX**

---

### **Halte aux massacres en Syrie, au Yémen, en Irak et en Lybie Construisons une mobilisation citoyenne qui exige de nos gouvernants des initiatives pour Un cessez-le-feu durable et des négociations ouvrant la voie à une paix durable !**

Enfin un accord de cessez-le-feu et la perspective de démarrage de négociations pour mettre fin à la guerre civile en Syrie. Il n'y aura de solution définitive aux tragédies syriennes, yéménites, irakiennes et lybiennes que politique et diplomatique, négociée avec l'ensemble des parties et sous l'égide des Nations Unies en conformité avec la Charte des Nations Unies et le droit international.

Nous dénonçons les responsabilités de tous ceux qui ont contribué par leurs guerres à mettre le Moyen-Orient à feu et à sang, parmi lesquels, les dirigeants US et leurs alliés qui ont lancé la guerre contre l'Irak en 2003 puis ont occupé ce pays pendant dix ans avec les conséquences que l'on sait : un chaos communautariste et des centaines de milliers de morts du fait de l'embargo faisant de ce pays le terreau de la création de Daech, ce monstre politique ; les dirigeants français et anglais qui, en violant la résolution du conseil de Sécurité ont conduit la Libye au chaos, le soutien au colonialisme israélien, aux dynasties de la péninsule arabique, les obstacles à la mise en oeuvre de l'accord de Genève en 2012 pour sortir de la crise syrienne. Nous condamnons les violences perpétrées par les groupes armés islamistes avec la complicité de leurs soutiens (Arabie saoudite, Qatar, Turquie). Après avoir condamné la répression perpétrée par le régime de Bachar al Assad, nous avons demandé l'arrêt de tous les bombardements, russes sur à Alep d'abord, mais aussi sur Mossoul, au Yemen ou contre les populations kurdes, et demandé une solution politique à travers la mise en place de mesures diplomatiques, politiques, économiques, financières de tous ordres .

Notre solidarité va vers toutes les victimes de ces guerres et aux réfugiés pour lesquels nous demandons que l'Europe et la France les accueillent tous avec humanité, conformément au droit international humanitaire.

Après les accords de Genève du 30 juin 2012, la résolution 2254 adoptée par le Conseil de Sécurité en décembre 2015 prévoyait des négociations impliquant tous les acteurs concernés accompagnées d'un processus politique qui devait conduire à un cessez-le-feu et à une transition démocratique pour la Syrie.

Cette résolution a servi de référence lors de l'adoption à l'unanimité de la résolution du 31 décembre 2016, par le Conseil de Sécurité des Nations Unies qui "*salue et appuie les efforts déployés par la Fédération de Russie et la République turque pour mettre fin à la violence... et lancer un processus politique... (Il) attend avec intérêt la réunion qui se tiendra à Astana, au Kazakhstan, entre le Gouvernement de la République Arabe Syrienne et les représentants de l'opposition comme étape*

*majeure en vue de la reprise à Genève le 8 février 2017 des négociations organisées sous l'égide de l'ONU.*" Elle doit constituer une base à partir de laquelle peut être conçue une sortie politique de cette tragédie.

Mais c'est loin d'être fini. La situation reste très incertaine du fait que Daech et al-Qaida, qui sont décidés à mener la guerre jusqu'au bout, ne veulent pas d'un accord et que donc la guerre continue contre eux ainsi que d'autres groupes rebelles fortement imbriqués avec eux .

### **Que faire maintenant pour la Syrie, mais aussi pour le Yémen, l'Irak et la Libye ?**

Nous n'avons peu de moyens pour faire pression sur Poutine et Erdogan, et pas plus sur Trump ; nous avons par contre la responsabilité de faire entendre nos exigences à nos gouvernants.

### **Quelles exigences citoyennes à adresser à nos gouvernants ?**

Nous exigeons d'eux qu'ils soutiennent la mise en oeuvre de la résolution du Conseil de Sécurité, avec en priorité : la recherche de l'aboutissement de la négociation engagée à Astana le 23 janvier, la pérennité du cessez-le-feu et la fourniture de l'aide humanitaire aux populations. Nous les appelons également à jouer un rôle positif pour que toutes les composantes de l'opposition soient représentées dans les négociations et en particulier l'opposition démocratique et laïque et les kurdes. Nous demandons que ces négociations perdurent jusqu'à ce qu'une solution politique, rendant au peuple syrien la maîtrise des décisions, organise une transition démocratique qui permette l'existence de la pluralité des idées et le respect des différentes composantes de la société syrienne dont le peuple kurde. Les mêmes solutions doivent prévaloir en Irak, au Yémen et en Libye.

En tant que membre permanent du Conseil de Sécurité, notre pays a une responsabilité particulière pour la mise en oeuvre de la Charte des Nations Unies dont la mission première est de préserver et de restaurer la paix partout dans le monde, en Syrie donc, mais également au Yémen, en Irak, d'autant que la France Conseil de Sécurité a voté la résolution du 31 décembre.

Depuis 2011, nos gouvernants ont une relation privilégiée avec les organisations de l'opposition (Il convient d'être très circonspect sur les organisations présentées comme telles, car beaucoup appartiennent à la mouvance islamiste après avoir perverti la révolte sociale initiale), relation qu'ils n'ont pas utilisée jusqu'à présent pour contribuer à une solution négociée de la crise. Cette relation privilégiée, ils doivent maintenant l'utiliser pour exiger de ces organisations qu'elles respectent le cessez-le-feu et entrent en négociation avec le régime, avec la volonté d'aboutir à un accord acceptable pour une transition ouvrant la voie à la reconstruction d'une société démocratique et laïque dans le respect des diverses composantes de la société syrienne dont le peuple kurde.

Par ailleurs, les armes vendues par la France (aux Émirats arabes unis, au Qatar, à l'Arabie saoudite) sont employées dans la guerre au Yémen. Etant un des principaux exportateurs d'armes dans cette région du monde, notre pays porte donc une grosse responsabilité. Exigeons de nos gouvernants qu'ils cessent d'autoriser ces ventes d'armes et de se faire les démarcheurs de nos industries de la mort, le moins qu'on attend d'eux étant de respecter les embargos décrétés, ce qui n'est pas le cas.

Sur le terrain, les conditions de la mise en oeuvre du cessez-le-feu et les informations de sources diverses en révèlent la fragilité. Ce cessez-le-feu est pourtant indispensable pour que cessent les souffrances des Syriens et pour l'acheminement de l'aide humanitaire.

### **Quelle campagne citoyenne pour le retour de la paix dans cette région ?**

Notre mouvement a la responsabilité de prendre l'initiative d'une campagne de mobilisation citoyenne prenant appui sur un travail d'éducation populaire visant à faire connaître à l'opinion publique les

éléments principaux du dossier et à lui permettre de comprendre les causes, les responsabilités dans la genèse de la crise, et le chemin d'un possible retour à la paix.

Il nous faut donc envisager une campagne de longue durée aux formes diverses, pour construire une citoyenneté gouvernante adressant à nos gouvernants ses exigences à l'aide d'une pétition.

Plus que jamais, nous sommes convaincus de la nécessité d'une convergence nationale des initiatives locales, au-delà de notre mouvement, avec le plus grand nombre possible de partenaires d'accord sur l'orientation que nous donnons à notre campagne.

**Avec les partenaires qui nous rejoindront, nous proposons de créer une vigie, le Groupe de Travail (GT) Proche et Moyen-Orient national du Mouvement de la Paix se chargeant d'organiser une veille permanente et de gérer la circulation des informations sur l'évolution de la situation en Syrie, au Yémen, en Irak et en Libye, et sur ce que font (ou ne font pas) nos gouvernants, en liaison avec le Bureau national du Mouvement de la Paix. Nous appelons les comités de paix à participer activement à cette campagne en partenariat avec leurs partenaires locaux et à se tenir prêts à reprendre des actions publiques dès que cela sera nécessaire (retour de violences ou blocages apparaissant dans le processus de retour à la paix).**